

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 504 du 31.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Que s'est-il passé après Gaza ?

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Un an après : Ghaza face a la trahison.

1-2 Gideon Levy : "Le Gel" n'est qu'une scène de plus dans la mascarade d'Israël.

1-3 Silvia Cattori : Qui a intérêt à mettre en cause ceux qui soutiennent Gaza ?

1-4 Marie-Ange Patrizio : Mur d'acier : la Direction du Renseignement Militaire (français) à Gaza.

1-5 Jeffrey Blankfort : Que pensent réellement les élites US à propos d'Israël ?

1-6 Patrice Bouveret : Qui arme Israël ?

1-7 Penny Cole : Israël privatise l'occupation.

1-8 Chomsky: Israël est 'une base militaire US'.

1-9 PCL : L'année 2009 se termine sur des développements dramatiques dans tous les domaines de la vie et sur tous les plans.

1-10 Marry Rizzo : Hamas: "ils ne sont pas mauvais, ils sont juste dessinés comme ça".

Tiré a part

Que s'est-il passé après Gaza ?

Il ne s'est rien passé à Gaza. Il ne s'est rien passé. C'est ce que distillait le leitmotiv lancinant de Marguerite Duras à propos d'Hiroshima.

Toute tragédie qui n'est pas protégée par un bouclier historique est vulnérable à la manipulation.

Il y a un an l'offensive « Plomb durci » faisait 1.417 morts d'un côté – dont 926 civils incluant près de 400 enfants – et dix soldats plus trois civils de l'autre. Et le langage politiquement correct va très vite transformer cette boucherie en une réaction disproportionnée.

Dénoncer ces faits aujourd'hui, c'est au mieux se faire taxer de propagande, au pire d'antisémitisme. Car alors que rien n'a changé depuis l'offensive militaire, ni le blocus, ni la misère, ni les destructions, ni l'économie des tunnels, ni le contrôle du Hamas sur Gaza, alors que ces morts ont été massacrés en vain, l'heure est plutôt à l'apaisement. Surtout ne pas réveiller la colère de l'immigration musulmane dans nos pays, ne pas susciter de dérapages antisémites, éviter l'ire de milieux intégristes des deux bords, surtout pas de casse. On lisse le message et on attend Obama comme on attend sœur Anne. C'est-à-dire en vain.

Il y a un an, avec quelques députés européens, je réussissais à pénétrer à Gaza pendant l'intervention militaire et à y rencontrer des responsables de l'UNRWA, l'agence onusienne aux réfugiés. Les locaux de l'UNRWA avaient été bombardés, une école qui servait de refuge à la population également et le choix de ces cibles civiles avait bouleversé le monde entier. C'est sous les bombes que nous avons quitté Gaza, emportant pour toujours les visages affolés des enfants, avec la mauvaise conscience des survivants. Libres ! Aujourd'hui encore je porte ce privilège – la liberté – comme un deuil. Et comme une responsabilité : combattre le déni. Oui, il y a eu crimes et massacre à Gaza. Et le blocus qui perdure bafoue le droit international. Mais je ne suis pas seule à traquer les assauts de l'oubli : un bouclier de vérité se met en place.

Il y a d'abord eu le rapport du Juge Goldstone. Ce magistrat sud-africain a, à la demande de l'ONU, diligenté une enquête sur l'offensive de Gaza. Il y dénonce des crimes assimilables à des crimes contre l'humanité. Si les agissements du Hamas, comme ceux du Fatah sont sévèrement critiqués dans le document, c'est le gouvernement israélien qui essuie les reproches les plus lourds. Goldstone demande que les parties nommées initient des enquêtes indépendantes sur les faits répertoriés. Israël, à ce jour, s'est borné à des enquêtes ponctuelles et militaires pour juger des actes de ses soldats. Le Fatah amorce un mouvement. Rien ne filtre encore du Hamas. C'est en février qu'on discutera à l'ONU des suites du rapport Goldstone.

En attendant, le magistrat d'origine juive est traîné dans la boue et taxé d'antisémitisme par une partie de la presse israélienne. Mais ce sont des associations des droits de l'homme tant israéliennes que palestiniennes qui surveillent le progrès des enquêtes. L'Union européenne quant à elle a recensé toutes les destructions observées par satellite, et a estimé leur coût. Le dossier est lourd mais il est inattaquable.

Autre document à marquer d'une pierre blanche : le rapport sur Jérusalem-Est établi par des diplomates de l'Union européenne. Sorti en décembre 2009, il n'a pas été adopté comme tel par le Conseil, ni rendu public, mais chacun le lit sous le manteau. C'est un réquisitoire implacable sur la politique de colonisation de Jérusalem-Est par le gouvernement israélien. Rappelons que l'Union n'a jamais accepté cette politique d'annexion. D'où la conclusion très ferme du Conseil des Affaires Étrangères de décembre 2009 : Jérusalem doit être la capitale de deux États.

Faut-il voir dans cette fermeté inattendue de l'Union européenne le retour à des fondamentaux du droit international, ou le message ultime de la présidence suédoise ?

On l'ignore mais cette fermeté transparaît également dans les déclarations sur le Moyen Orient de Cathy Ashton après sa nomination comme Haute Représentante auprès de l'Union. On sent donc enfin un frémissement politique dans l'Union européenne.

Troisième signal : celui que donnent les innombrables associations humanitaires, activistes des droits de l'homme, personnalités culturelles et politiques qui prennent la route de Gaza, quitte à se faire bloquer à Rafah par les autorités égyptiennes. Il n'y a pas de semaine, pas de mois sans ce cortège d'ambulances, de chaises roulantes, de vivres, d'instruments de musique, qui font une concurrence éclatante à l'économie trouble des tunnels et pèsent de leur poids symbolique. Nous sommes tous des emmurés, disent-ils en substance. Comme nous avons tous été des Berlinoises, ou des Juifs, ou des Noirs.

Ces signes, alors que l'horizon politique est sombre, éclairent un peu le chemin. Difficile de savoir s'ils conduisent à une impasse ou à une véritable issue politique. Soutenir qu'il ne s'est rien passé à Gaza est devenu impossible depuis le rapport Goldstone. Mais constater qu'il ne s'est rien passé après Gaza serait un crime de l'impuissance dont nous serions tous comptables. L'Europe mérite mieux que cela.

[Le Soir, mardi 29 décembre. Carte blanche](#)

[Véronique de Keyser Députée européenne \(PS\)](#)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Un an après : Ghaza face à la trahison.

Il fut un temps où les Palestiniens étaient l'alibi qui permettait aux régimes totalitaires du monde arabe d'écraser toute dissidence interne, au nom de la lutte contre l'ennemi sioniste.

Aujourd'hui les Palestiniens sont les révélateurs de l'hypocrisie de ces mêmes régimes, qui s'allient avec Israël tout en continuant à brandir la rhétorique combative pour se maintenir au pouvoir.

La contradiction de cette posture sera leur pierre d'achoppement. On peut espérer que, dans un avenir proche, les moujahid sauront régler leur compte à ces ordures compradore et tortionnaires *que sont Mubarak en Egypte, Ben-Ali en Tunisie, Hussein en Jordanie, Hassan au Maroc, Assad en Syrie etc etc etc.*

[Mustapha Cherif

Qui viole les conventions humanitaires en infligeant une «punition collective» à un peuple démuné? Israël.

Qui opprime, colonise et bafoue le droit international? Israël.

Qui refuse la paix et sabote tous les efforts diplomatiques? Israël.

Qui résiste en permanence de manière pacifique et souffre le martyr? Le peuple palestinien.

Un an après l'agression meurtrière de Ghaza, les Palestiniens continuent à mourir à petit feu. Etouffés par l'enfermement criminel de la soldatesque sioniste entre les mains de l'extrême droite.

Qui, parmi les puissances étrangères, porte assistance à peuple en danger? Personne.

Qui, parmi les Arabes aide, soutient et tente de délivrer Ghaza des griffes de son bourreau? Personne.

Ghaza en ruine:

Les voies de passage sont au contraire, fermées et filtrées. La situation est tellement tragique que 16 ONG du monde entier, un an après le début des massacres à huis clos, dénoncent la trahison de la communauté internationale. Ce groupe d'organisations humanitaires reproche, à juste titre, au monde entier d'avoir trahi la population de la bande de Ghaza en se montrant incapable de mettre fin au blocus israélien pour permettre l'entrée d'aide à la reconstruction. Ghaza est toujours en ruine.

Ce qui se passe à Ghaza est un signe avant-coureur de ce qui attend les autres peuples demain, s'ils ne réagissent pas.

En effet, l'occupant israélien et ses complices asphyxient les Palestiniens. Ils n'ont autorisé en 2009 l'entrée dans le petit territoire palestinien que d'une quarantaine de chargements de matériaux de construction alors qu'il en faut des milliers pour reconstruire Ghaza, souligne le texte. «*Les puissances mondiales ont (...) trahi les citoyens ordinaires de Ghaza*», déclare Jeremy Hobbs, le directeur général d'Oxfam international... *Ils ont serré des mains et fait des déclarations, mais n'ont réalisé que peu d'actions significatives pour tenter de modifier une politique désastreuse qui empêche la reconstruction, le rétablissement individuel et la reprise économique.*

L'agression israélienne, en trois semaines, avait fait 1400 morts, la majorité des femmes et des enfants, et provoqué des dégâts immenses dans le territoire tenu par la résistance de Hamas, peuplé de 1,5 million de personnes.

Ces Palestiniens vivent sans couverture médicale, sans eau et sans électricité la plupart du temps, de par les coupures opérées par les sionistes. Le chômage et la mortalité atteignent des records mondiaux.

Face à la gravité de la situation, les peuples arabes réagissent à peine, émotionnellement, et sont eux-mêmes paralysés de par les despotismes et les contradictions des systèmes internes. Personne n'appelle à la guerre, mais demandent l'arrêt de l'agression d'une population totalement démunie, soumise au blocus et à la féroce répression. Des régimes arabes, malgré leur histoire, sont paralysés par la crainte de voir une seule faction de la résistance, à l'idéologie contestée, profiter de la situation. Prisonniers de visions défaitistes, ils se retrouvent incapables d'une analyse historique qui permet de définir une stratégie.

La tragédie de Ghaza est celle de tous les pays arabes et les atteindra si l'inaction perdure. La priorité est à la mise en oeuvre de nouvelles alliances. L'arme de notre temps est avant tout informationnelle.

Il s'agit de communiquer, de comprendre les enjeux, de soutenir la coexistence entre les peuples, la logique du mouvement de libération, et d'amener les adversaires à s'inscrire dans la négociation sur la base du droit et non point de la loi de la jungle.

Au sein des Palestiniens, pour défendre leur intérêt fondamental, l'indépendance et la liberté, il y a une unité à fonder, une stratégie à concevoir et un coût à assumer. La lutte de libération en Algérie a triomphé sur ces bases.

La résistance palestinienne, durant la sauvage agression, malgré ses limites, a démontré qu'elle est capable de sacrifices. Le monde arabe et musulman, durant des décennies, n'a pas su gérer cette question centrale.

La proposition de paix, adoptée à l'unanimité des pays arabes depuis 2002, fondée sur la normalisation avec Israël, en échange des territoires occupés en 1967, est conséquente. Mais elle restera ignorée si des mesures concrètes ne sont pas prises.

Des régimes arabes et ces dernières années des groupes manipulés, ignorants des réalités du monde, alimentent la peur et la propagande islamophobe, dans le contexte de la mondialisation de l'insécurité. De leur côté, les Israéliens et des Occidentaux ne veulent pas voir l'injustice immonde que subissent les Palestiniens.

Il reste à tirer les leçons pour corriger les points d'aveuglement. Sans correction de l'autisme israélien et occidental, et sans correction des erreurs arabes par des actions constructives, contrecarrer la désinformation au sujet de la cause palestinienne restera une mission impossible, même si Ghaza est le symbole de l'impunité d'Israël.

La guerre perpétuelle s'annonce. La politique du deux poids, deux mesures, au détriment des Palestiniens, a pris des proportions inadmissibles. Elle est contraire aux intérêts des pays occidentaux. Cela ruine leur crédibilité, la sécurité de tous et l'idée d'un ordre mondial juste.

L'Europe n'est pas quitte avec son passé. Des pouvoirs en Occident, traumatisés par le génocide des juifs d'Europe, ont encore mauvaise conscience.

L'instrumentalisation de l'innommable, la Shoah, constitue le socle, du fait qu'Israël se place au-dessus de toute loi. Le sionisme mise sur le souvenir de la Shoah et la peur pour la mise au silence de toute critique à l'encontre de sa politique.

L'Israélien gère l'immense catastrophe qu'a été pour lui la Shoah, par son exploitation pour se réfugier dans l'impunité. La répression du peuple palestinien est le résultat de calculs liés à l'ambition d'hégémonie.

Pour obtenir l'aval de la communauté internationale en vue de coloniser, de réprimer, de dominer; la propagande stigmatise, alimente le «choc des civilisations», diabolise et inculque que tout musulman serait un extrémiste. Elle fait diversion, même si l'opinion n'est pas dupe et que des courants dénoncent le bellicisme et les crimes de guerre. Comble de la partialité, les Occidentaux décident de désarmer le Palestinien, la victime, le colonisé, et lui demandent de reconnaître son bourreau.

L'Occident dit assurer la sécurité au colonisateur et évite de garantir au colonisé sa libération. Le cynisme a atteint un degré inégalé.

Ghaza impose une question: comment Israël et les USA, et des pays européens consentants, peuvent-ils s'imaginer obtenir sécurité et paix en violant les règles de la guerre et en semant la mort et la haine?

Ce n'est pas un simple aveuglement ou un racisme ordinaire. Israël et ses alliés considèrent que l'obstacle à l'hégémonie des USA et du libéralisme sauvage sur le monde, en premier lieu, est les peuples de culture musulmane.

L'invention d'un nouvel ennemi a pour but, non pas de lutter contre le terrorisme, mais de faire diversion, d'empêcher que les questions des crises et des inégalités que vit l'humanité soient abordées.

Diviser pour régner, multiplier les colonies, rendre irréversible la domination, est la ligne d'Israël, qui ne semble pouvoir exister que dans le bellicisme. Politique systématique de morcellement des territoires occupés, d'apartheid. Ghaza coupée du monde. Israël et ses complices imposent un ordre totalitaire, de murs et de contraintes.

C'est le refus de la réciprocité, base de la civilisation. Le tout est habillé par des stratagèmes et des faits accomplis, au lieu et place du droit international. S'allier, est un impératif. Personne ne peut, seul, faire face aux incertitudes. Dans ce contexte, dialoguer ce n'est point refuser la critique mais comporte des conséquences: droit à la dignité, à la démocratie pour tous.

La solution finale? La violence sioniste empêche de réinventer une nouvelle civilisation, qui fait défaut au monde. Ce qui se joue en Palestine est l'avenir du droit à la différence, du droit des peuples, même si certains de ceux qui résistent ont une version réactionnaire de la religion et de la politique.

L'Occident ne doit pas se laisser bercer par les avancées significatives qu'il a réalisées, et encore moins influencer par les milieux acquis à la logique de l'exclusion.

Il doit faire le bilan sur son histoire et s'interroger sur les risques qu'il fait courir à l'humanité, de par les inégalités qu'il impose. Le monde musulman, sur le plan externe, ne peut céder face aux agressions, et, au niveau interne, il doit s'interroger sur les dérives des extrémistes «politico-religieux» et l'absence de pratiques démocratiques.

Cette double résistance sera salutaire si elle prend en compte ces enjeux. Ghaza est le trou noir qui appelle à la réflexion vigilante.

C'est une forme de solution finale nazie que les sionistes veulent imposer.

Tous les peuples sont concernés par ce qui se passe à Ghaza. Il est temps de se réveiller. L'Algérie, le pays de Novembre, à la lutte de libération la plus prestigieuse du XXe siècle, est à la fois la terre de la sagesse, de la dignité et de la culture de la résistance. Son parcours est une leçon que tous doivent méditer.

Journal l'Exposition - Algérie - 24/12/ 2009 - Page 14]

Mustapha CHERIF –

Philosophe

25/12

<http://libertesinternets.wordpress.com/>

1-2 Gideon Levy : "Le Gel" n'est qu'une scène de plus dans la mascarade d'Israël.

Comme pour toutes productions, qu'elles fassent un fiasco ou un succès, l'avenir du spectacle est aussi décidé par le public. En attendant, alors que le premier acte se déroule à la vitesse supérieure, les téléspectateurs bâillent.

Le gouvernement et les colons sont fiers de vous présenter « Le Gel », un spectacle dans lequel les deux côtés jouent - de manière peu convaincante - à des parties écrites à l'avance.

Pendant le premier acte, aucun décret réel, historique n'a été publié.

D'ailleurs, ces décrets ne sont que des accessoires.

De cette façon, personne ne va évacuer le moindre balcon pendant la scène finale. Le public reste sceptique. Il ne croit pas le Premier ministre qui parle de deux Etats mais dans le même souffle, il fait le vœu que le gel prenne fin bientôt, comme s'il était provoqué simplement par une pénurie provisoire de matériaux de construction.

Il promet que le gel ne concernera ni les pergolas ni les synagogues. Mais surtout, il promet que les constructions reprendront à plein rendement aussitôt l'arrêt du gel.

Le public est encore plus sceptique au sujet de l'interprétation vigoureuse, grotesque, affichée par les colons, lesquels simulent des manifestations contre le gel provisoire et hurlent les slogans fabriqués de la brute qui tient le rôle de la victime.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu et les colons ne sont pas sérieux. Ils gèlent et ils font des clins d'œil, car le spectacle doit continuer. Les colons, comme à leur habitude, en appellent au Ciel pour semer la peur et nous avertir de ce qui nous attend dans l'avenir.

Tout chef de conseil local dans les territoires qui déchire les ordres de gel des constructions devant une caméra de télévision sait parfaitement que ce sont des décrets publiés « comme si ». C'est-à-dire, comme s'il y avait un gel, comme s'il y avait des décrets, et comme s'il y avait une résistance.

Les inspecteurs s'excusent, les policiers poussent et bousculent un peu, mais ils connaissent aussi le scénario. Le spectacle doit continuer.

C'est pour cela que les téléspectateurs - qui savent que c'est une nouvelle scène dans une mascarade sans fin - s'ennuient tellement et restent si indifférents. Mais aussi longtemps qu'ils resteront à bâiller et à ronfler, rien ne changera.

Rien ne changera aussi longtemps que Tel-Aviv et ses habitants ne feront pas entendre leurs voix. L'avenir des colonies ne se décidera pas dans la colonie Sha'arei Tikva, mais dans le quartier Hatikva de Tel-Aviv. Un groupe de 300 000 personnes ne peut pas régenter pour toujours un pays qui en comprend sept millions.

Les vrais décideurs siègent à Rishon Letzion, Holon, Ashdod et Bat Yam (villes en Israël). Ensemble, avec les résidents de la vraie capitale d'Israël, Tel-Aviv, ce sont eux qui décideront si l'entreprise coloniale touche à son terme. Ils n'ont pas encore dit ce qu'ils avaient à dire.

Quand l'ancien Premier ministre Ariel Sharon a décidé de mettre un terme à l'aventure sans espoir dans la bande de Gaza, il a recueilli un large soutien par une majorité d'Israéliens. C'est comme cela qu'il a pu réaliser son projet.

Il est impossible d'apporter un soutien au projet de Benjamin Netanyahu tant qu'il y a un nuage de méfiance à planer sur lui qui laisse penser qu'il ne s'agit de rien de plus qu'une escroquerie, une tromperie visant à apaiser le Président US Barack Obama.

Personne ne descendra dans la rue pour Obama. Par conséquent, si Netanyahu se plie effectivement à fomenteur un changement historique, comme ses acolytes le réclament, il doit d'abord convaincre le public de la sincérité de ses intentions. Il doit dire aux téléspectateurs que tout ceci n'est pas qu'une manœuvre de plus. Mais au contraire, qu'il s'agit d'une véritable mesure qui sera consolidée par le démantèlement des colonies.

Si ce n'est pas le cas, alors quel objectif sert ce gel ridicule ?

Et si c'est le cas, alors Tel-Aviv sortira de son coma et Holon de son sommeil.

Pendant ce temps, les colons suscitent quelque dégoût par leur comportement éhonté, scandaleux et sans foi ni loi. Mais Holon et Bat Yam n'ont toujours pas montré une rage authentique.

Même les déclarations des colons qui se font les champions des « droits de l'homme », des « conditions humaines de vie », de la « moralité », et de la « démocratie » ne portent qu'à la dérision, quand on voit qu'elles sont émises par les pires violateurs de ces principes.

Pour que Tel-Aviv et ses habitants réagissent avec la même furie - quelque chose qui aurait dû se produire depuis longtemps -, ce qu'il faut, c'est un dirigeant qui ait véritablement l'intention de mettre fin à ce comportement.

Mais entre Netanyahu et Ehud Barak, nous n'avons pas un tel dirigeant sous la main. Quand un vrai dirigeant sera trouvé et quand Tel-Aviv commencera vraiment à se mettre en colère, alors nous serons surpris de découvrir que la voie est déjà ouverte. Cependant, il nous faut que quelqu'un qui se lève et nous montre le chemin.

Si Netanyahu veut marcher dans les pas de Sharon, il doit dire la vérité, ce qu'il s'efforce de faire. Si Tel-Aviv cherche à aller de l'avant vers une solution, elle doit tenir son rôle. Elle doit commencer à mettre au ban de la société ceux qui perpétuent précisément cette injustice contre elle (et, bien sûr, contre les Palestiniens). Si cela ne se fait pas, nous pouvons laisser tomber la pièce et partir pendant la séance d'ouverture.

Gideon Levy

8 décembre

Ha'aretz

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7754

1-3 Silvia Cattori : Qui a intérêt à mettre en cause ceux qui soutiennent Gaza ?

Un devoir de vérité

La libre expression et la critique sont des droits fondamentaux de tout être humain et, a fortiori, de tout journaliste. Toutefois, un journaliste a aussi des devoirs. À commencer par celui de ne pas dénaturer les faits et de ne pas omettre des informations essentielles à la compréhension du thème traité ; car tout journaliste a le pouvoir de faire prendre conscience de la réalité de tel ou tel conflit ou le pouvoir de le dénaturer. Et le public a droit à la vérité des faits.

Éclairer honnêtement le public n'est manifestement pas l'objectif premier d'un article intitulé « Fribourg équipe Gaza sans le savoir », paru dans les quotidiens suisses La Liberté du 21 octobre 2009 et Le Courrier du 22 octobre [1].

L'auteur de cet article, M. Sid Ahmed Hammouche, s'étonne que du matériel médical, normalement mis au rebut par l'Hôpital de Fribourg, ait été collecté par l'association « Droit pour tous » et envoyé à l'Hôpital Al-Shifa à Gaza.

Le journaliste interpelle le Directeur de l'Hôpital en question et laisse entendre qu'une telle aide serait inappropriée car elle contreviendrait au blocus contre le Hamas : « Sait-il tout de même – demande-t-il - que Gaza est sous embargo de la communauté internationale, que l'armée israélienne ne laisse rien passer dans la région ? Plus grave encore, est-il au courant que les islamistes du Hamas sont boycottés par la planète entière, ou presque ? Sait-il tout simplement qu'il est politiquement explosif, si les Israéliens saisissent du matériel médical fribourgeois à Gaza ? ».

Et le journaliste d'affirmer que « cette aide humanitaire sert les intérêts du Hamas, en guerre ouverte avec l'Autorité palestinienne. En contrôlant l'aide étrangère en provenance d'Égypte, le mouvement extrémiste peut récupérer l'initiative idéologiquement parlant. Et surtout veut doubler sur le plan humanitaire l'ONU, qui est la seule organisation censée coordonner les envois dans la bande toujours sous blocus israélien ».

Mais surtout, il insinue que l'association « Droit pour tous », et son responsable Anouar Gharbi, aurait trompé le Directeur de l'hôpital en entretenant « un flou » sur la destination du matériel récupéré, et aurait ainsi « roulé dans la farine l'hôpital de la ville de Fribourg ».

« Quand des journalistes arabes disent la même chose que l'occupant israélien, cela est choquant. Ce journaliste a-t-il vécu à Gaza ? D'abord, avant de parler de nous sans rien connaître, il faudrait qu'il vienne ici voir la situation de ses propres yeux, qu'il voie la réalité et après qu'il juge » s'indigne Omar, un Palestinien de Gaza City, après la lecture de cet article [2].

« Qui est ce journaliste ? - poursuit Omar remonté. Un Palestinien ? Un Arabe ? Quelle cause sert-il avec ce genre d'affirmations qui ne reflètent pas notre réalité ? Quel État, quel service étranger sert-il ? Les gens qui font confiance au Hamas sont très nombreux à Gaza. Hamas ou pas Hamas, nous sommes un seul peuple, nous sommes tous assiégés, privés de liberté. Nous sommes tous menacés d'être tués par un missile à tout moment, tous affaiblis par le blocus. J'ai des voisins qui occupent des positions de responsabilité dans le gouvernement du Hamas qui sont encore plus misérables que ma famille. Ici c'est catastrophique. Nous nous levons chaque jour en pensant que nous ne sommes plus des gens normaux, que nous ne sommes plus des humains. Nous souffrons, nous sommes malades et nous n'avons pas de quoi nous soigner correctement. Nous regardons nos enfants malingres et nous souffrons à en étouffer car nous avons une responsabilité à leur égard et, n'ayant pas de travail, nous n'avons pas assez de nourriture ».

La teneur de l'article de Sid Ahmed Hammouche a également suscité de vives réactions auprès des lecteurs suisses qui connaissent bien la réalité racontée ici par Omar. Ils ont trouvé inacceptable que le journaliste ait totalement renversé la donne ; car il ressort de son propos que ce n'est pas l'occupant israélien qui a jeté le peuple de Gaza dans l'horreur, mais le Hamas !

« Pourquoi serait-il interdit d'aller à Gaza pour apporter une aide à une population qu'Israël cherche à anéantir ? » interroge une lectrice de Neuchâtel qui nous dit avoir protesté auprès du journal qui a diffusé cet article pour le moins choquant.

Ainsi, au lieu de parler de la souffrance des gens laissés à l'abandon au milieu des ruines depuis que l'armée israélienne a tout dévasté en janvier [3], de la situation de pénurie catastrophique qui les frappe, et au lieu de désigner nommément Israël comme le responsable de cette catastrophe, ce journaliste - partant de l'a priori qu'aider Gaza ce serait aider le Hamas - a orienté sa critique sur les personnes qui se mobilisent face à une tâche immense avec des moyens dérisoires pour tenter de rompre quelque peu un embargo inhumain, et témoigner tout simplement leur solidarité humaine.

Le journaliste s'efforce de présenter le Hamas comme un mouvement infréquentable qu'il est normal de boycotter, comme le veut Israël et ses alliés. Il devrait pourtant savoir que la Suisse, pays où il réside, s'est refusée à considérer le Hamas comme un mouvement « terroriste ». Et a entretenu des contacts diplomatiques avec le gouvernement du Hamas.

Le journaliste n'a pas pris la peine de rappeler aux lecteurs qui ne connaissent pas les tenants et les aboutissants de la situation, que, si le Hamas est au pouvoir à Gaza, ce n'est pas par abus mais parce qu'il a gagné les premières élections démocratiques de la Palestine en 2006.

Et que, si le mouvement du Hamas est mis au ban des nations, et son peuple avec lui, ce n'est pas quelque chose qui est à l'honneur de l'humanité. Jamais encore dans l'histoire, le monde n'avait accepté que l'on prive un peuple de nourriture, d'eau, de son droit d'entrer et de sortir, comme cela se passe à Gaza. Israël et ses alliés ont imaginé qu'en l'affamant et en le privant de tout ils finiraient par le pousser à se rebeller contre les autorités du Hamas. Mais cela fait deux ans que ça dure et les gens résistent, ne se plient pas au chantage. Et c'est leur dignité.

Que ce journaliste soit hostile au Hamas, il en a parfaitement le droit. Mais il n'a pas le droit de manipuler les faits pour faire croire à ses lecteurs que les gens qui aident la population de Gaza – une population qui dépend de ce gouvernement légitimement élu qu'il semble abhorrer - font quelque chose d'illégal.

Il est inadmissible de faire apparaître les gens qui se dévouent pour aider les plus démunis comme étant en train de faire quelque chose de suspect, et de présenter la direction d'un hôpital qui se débarrasse d'un matériel médical usagé comme une direction irresponsable, qui se serait fait « rouler dans la farine », et qui aurait négligé le fait que « cette aide humanitaire sert les intérêts du Hamas... », en allant à Gaza, un « territoire palestinien tenu d'une main de fer par le Hamas ».

« S'il y a quelqu'un qui « roule le monde dans la farine » et qui tient toute la Palestine, dont Gaza, d'une main de fer, c'est Israël. Et le Hamas, que peut-il faire avec du matériel médical et quelques chaises roulantes, sinon les laisser distribuer aux malades qui en ont besoin ? » s'indigne Omar. Il ne peut concevoir qu'un journaliste soit à ce point dépourvu de compassion, qu'au lieu de dénoncer la situation invivable imposée par Israël à la population

de Gaza, il prend le parti de dénoncer toute la chaîne de solidarité qui se mobilise en sa faveur. Et qu'il puisse trouver normal qu'il faille maintenir Gaza sous embargo comme le veut « l'armée israélienne [qui] ne laisse rien passer dans la région ».

Alors que le facteur dominant à Gaza est la situation dramatique d'un peuple cadennassé dans ce que les gens normaux considèrent comme « la plus grande prison du monde », abandonné sans assistance au milieu des ruines laissées par la dernière guerre de destruction israélienne, ce journaliste s'en désintéresse complètement pour s'attacher à salir des braves gens qui souffrent de cette situation et cherchent à y porter remède. Peut-on appeler cela de l'information ?

Ce qui est fort troublant est que, au bout du compte, on comprend que toute l'argumentation du journaliste vise à montrer du doigt celui qu'il présente comme « l'activiste tunisien Anouar Gharbi », et à prétendre que le « flou a bénéficié à l'association pro-palestinienne » dont il est le président.

Il jette ainsi une suspicion de filouterie sur Anouar Gharbi, un ingénieur suisse d'origine tunisienne, dont les gens qui le connaissent louent la nature engagée et désintéressée [4].

Par les temps qui courent, le journaliste sait ce qu'il fait quand il véhicule l'idée que tel ou telle personne d'origine arabe ferait les intérêts d'un mouvement de résistance dont Israël, dans le cadre de la guerre « contre la terreur », a obtenu qu'il soit inscrit par l'Union européenne sur la liste « terroriste ». Il sait parfaitement que ce genre d'insinuations peut fragiliser la position d'une association qui vient en aide aux Palestiniens ainsi que celle de son président [5].

Nous avons rencontré de nombreux musulmans, qui suite à des fausses informations, ont vu leur vie basculer : quoique innocents ils ont été inscrits sur des listes noires, leurs vies ont été totalement détruites, et il leur a fallu des années pour en sortir [6].

Anouar Gharbi, que nous avons eu la curiosité de rencontrer, est un homme franc, ouvert et sensible. Ayant acquis la nationalité suisse, il est un très bel exemple d'immigré qui participe à la vie politique et sociale de son pays d'adoption. Son épouse est traductrice à l'ONU. Musulman pratiquant, père de quatre enfants, il est fier d'être Suisse, reconnaissant d'avoir été si bien accueilli dans ce pays, alors qu'il ne peut retourner dans son pays d'origine aussi longtemps que durera la dictature de Ben Ali.

La misère et la souffrance des peuples opprimés, il la connaît ; il se sent concerné par les guerres qui plongent des peuples entiers dans l'horreur. Et aussi, dans le cadre de ces guerres, il se sent concerné par la stigmatisation croissante des gens qui sont de confession musulmane. Outré par l'article de Sid Ahmed Hammouche, il a protesté, au nom de son association « Droit pour tous » [7], auprès des quotidiens qui l'ont publié.

Silvia Cattori

[1] Voir : <http://cmo.argus.ch/cmo2009/Q4/1039766/36818572.pdf>

[2] Omar, 65 ans, résidant à Gaza City, vit très pauvrement. Ancien enseignant, il est père de 10 enfants qu'il dit appartenir à diverses factions politiques, mais tous unis par le même objectif : lutter pour revenir sur leur terre volée par Israël.

[3] La reconstruction de Gaza est au point mort. Car Abbas, voudrait gérer seul les 4,4 milliards promis par les pays donateurs. Israël et les États-Unis ne veulent pas que cet argent soit géré par le gouvernement du Hamas. Israël en profite et refuse de lever l'embargo imposé à Gaza, et interdit la livraison du ciment et autre matériel de reconstruction.

[4] Président de l'association « Droit pour tous » depuis sa création en 2000, Anouar Gharbi est également secrétaire général de l' « Association de soutien à la Palestine » depuis 1999. Il est président du forum des Tunisiens à Genève. Il a fondé nombre d'associations arabo-suissees concernées par les droits humains.

[5] Un mois après la parution de l'article de Sid Ahmed Hammouche, le domicile d'Anouar Gharbi a été cambriolé. Parmi les effets disparus, une clé USB. S'agissait-il d'une perquisition déguisée en cambriolage par des agents de renseignement suisses ou étrangers ? Plusieurs indices troublants ont du reste intrigué la police. « Est-ce en signe d'avertissement que cette opération a été menée ? » se demande Anouar Gharbi.

[6] Voir :

« L'incroyable histoire de Youssef Nada », par Silvia Cattori, Mondialisation, 13 juin 2008.

« Islam : L'ennemi fabriqué », par Silvia Cattori, Mondialisation, 16 novembre 2008.

[7] Voir : <http://www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=444040>

10 décembre

<http://www.silviacattori.net/article1038.html>

1-4 Marie-Ange Patrizio : Mur d'acier : la Direction du Renseignement Militaire (français) à Gaza

« Examinant ce qui est en train de devenir, selon les mots du président Nicolas Sarkozy "la plus grande prison du monde", le général Puga s'est félicité de l'avancement des travaux d'encercllement. Il a déclaré qu'il s'agissait là de "la plus grande opération de l'Histoire" visant à couper des souterrains et qu'elle pourrait servir de modèle dans d'autres régions du monde. » (cf. Réseau Voltaire)

Dans l'information donnée par Al Manar sur la collaboration française avec les bâtisseurs égyptiens et étasuniens du mur d'acier pour isoler Gaza au sud, le dénommé Bougier (transcription phonétique arabe erronée ?) est en réalité le général Benoît Puga, général de corps d'armée nommé directeur du renseignement militaire (DRM) à

[compter du 1er septembre 2008.](#)

Le général Puga (cf. [gaullisme.biz](#)) était auparavant sous-chef "opérations" à l'Etat-Major des armées (EMA) : « A ce titre, il [venait] de gérer (août 2008) l'affaire afghane en direct depuis Paris. Agé de 55 ans, Benoit Puga est un fantassin qui a notamment servi au 2ème REP, avant de le commander. Avec les paras Légion, Puga a sauté sur Kolwezi en 1978. De 2004 à 2007, il a été à la tête du Commandement des opérations spéciales. Catholique très engagé, Benoît Puga conjugue finesse d'esprit et austérité morale. Très méfiant à l'égard des médias, il a dû cette semaine déroger à sa règle en tenant une conférence de presse sur l'embuscade en Afghanistan. Officier unanimement respecté, il est l'un des plus "ops" (opérationnels) de sa génération ».

A propos de « l'embuscade en Afghanistan » :

[Le Monde, 29 août 2008](#) : « Le général Benoît Puga, sous-chef "opérations" à l'état-major des armées (EMA), n'a aucun doute : la mission qui a été conduite, le 18 août en Afghanistan, et au cours de laquelle dix soldats français ont été tués lors d'une embuscade, a été "remplie", "réussie". Pourquoi ? "N'en déplaise à certains tacticiens en herbe ou en chambre", a-t-il expliqué, jeudi 28 août (trois jours avant son changement d'affectation à la DRM, m-a.p), "l'adversaire a été repoussé, il a pris une sacrée raclée" et "les talibans ont fui la zone". L'ancien patron des forces spéciales a pris ses distances avec le jugement du général Michel Stollsteiner, qui commande les troupes françaises de la région de Kaboul, lequel avait jugé que le commandement de la Force internationale d'assistance à la... (suite pour les abonnés seulement) ».

Le général Puga ne restera peut-être pas au poste d'inspecteur du bâtiment, collaborant avec les collègues bâtisseurs (et financeurs) étasuniens à la frontière égyptienne ; ses qualités pourraient le destiner à une autre fonction ([Le Point, 18-12-09](#)) :

« Dans sa dernière livraison, la lettre confidentielle La Lettre A (accès payant) croit savoir que le remplacement de l'amiral Édouard Guillaud, actuel chef d'état-major particulier (CEMP) du président de la République se précise, et que deux candidats sont en lice : en pole position, le général Pierre de Villiers, actuel chef du cabinet militaire du Premier ministre. Notre confrère voit en seconde position le général Benoît Puga, actuel chef de la DRM (Direction du renseignement militaire).

[...] les hommes de l'institution militaire qui préparent cette nomination pour présenter un choix raisonné à Nicolas Sarkozy font valoir que son futur principal collaborateur militaire doit être relativement jeune, ou, selon l'expression consacrée, "en avoir sous la quille", pour ensuite prendre de plus hautes fonctions ».

« En avoir sous la quille » : une délicate métaphore chez le rédacteur du Point... Mais pourquoi exclurait-elle a priori notre officier « catholique très engagé » (pas forcément dans la tendance théologie de la libération), qui « conjugue finesse d'esprit et austérité morale » ?

Des qualités auxquelles n'est sans doute pas insensible le président Sarkozy, outre celle de stratège visionnaire dont le général a donc fait preuve ces jours-ci à la frontière égyptienne, en allant (cf. [Réseau Voltaire](#)) « personnellement inspecter le chantier [de la construction du mur d'acier à la frontière sud de la Bande de Gaza]. Examinant ce qui est en train de devenir, selon les mots du président Nicolas Sarkozy « la plus grande prison du monde », le général Puga s'est félicité de l'avancement des travaux d'encerclement. Il a déclaré qu'il s'agissait là de « la plus grande opération de l'Histoire » visant à couper des souterrains et qu'elle pourrait servir de modèle dans d'autres régions du monde ».

Le sens des grandes opérations de l'Histoire (souterraine), et de la prospective géostratégique. Non moins que celui de la sécurité (pas seulement sioniste) : des qualités précieuses pour un chef d'Etat-Major particulier de notre président de la République. Surtout en ce moment.

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=13182&type=analyse&lesujet=Collabos>

1-5 Jeffrey Blankfort : Que pensent réellement les élites US à propos d'Israël ?

Le sondage réalisé par le Pew Research Center auprès de membres du Council on Foreign Relations a mis en lumière le fossé séparant les perceptions de l'élite états-unienne et du grand public en matière de politique internationale. Les membres du CFR ne considèrent pas Israël comme un allié, ni l'Iran comme un ennemi, tandis que le grand public adhère aux théories du lobby sioniste véhiculées par les médias de masse. Faut-il en conclure que le CFR n'a plus de pouvoir ou que les pro-Israéliens sont en train de perdre la main ?

Le Council of Foreign Relations (CFR) [1] est toujours en tête de la liste, établie par la gauche, des comploteurs qui tirent les ficelles de la politique étrangère états-unienne. Il y figure à côté du Groupe de Bilderberg et de la Commission trilatérale. Info ou intox ?

Faux. Si c'était le cas, ceux qui affirment que le soutien des États-Unis à Israël est basé sur le fait que celui-ci est un « atout stratégique », auront du mal à expliquer un sondage du Pew Research Center sur la place de l'Amérique dans le monde, réalisé auprès de 642 membres du CFR entre le 2 octobre et le 16 novembre 2009. Le sondage Pew n'a pas seulement révélé que la grande majorité, 2/3 des membres de cette institution élitiste en matière de politique étrangère, croient que les États Unis en ont trop fait en faveur d'Israël, mais aussi qu'ils ne considèrent pas Israël comme ayant en importance prioritaire pour les États-Unis [2]

Ce qu'on peut conclure des réponses relatives au conflit israélo-palestinien, c'est que le public en général se forme une opinion à partir de ce qu'il entend ou lit dans les médias de masse qui sont très favorables à Israël. Tandis que les membres du CFR ont accès à des sources d'information plus précises et sont moins sensibles à la propagande israélienne. Apparemment aucun journal états-unien n'a jugé utile de rapporter les opinions des membres du CFR, ce qui n'est pas surprenant étant donné les circonstances.

La preuve :

(1) Sur une liste de États qui seront « les plus importants alliés et partenaires de l'Amérique dans le futur », seulement 4 % des sondés incluent Israël, ce qui le place à côté de la Corée du Sud et bien loin derrière la Chine (58 %), l'Inde (55 %), le Brésil (37 %), l'UE (19 %), la Russie (17 %), le Japon (16 %), le Royaume-Uni et la Turquie (10 %), l'Allemagne (9 %), le Mexique (8 %), le Canada, l'Indonésie, l'Australie et la France (5 %). Les sondés du CFR pouvaient donner 7 réponses (Q19).

(2) Quand on leur a demandé quels pays seraient les moins importants pour les États-Unis, Israël (9 %) était positionné derrière 22 États dont le Canada et Mexico et au Proche-Orient, la Turquie, l'Égypte, et l'Arabie Saoudite (Q20).

(3) Ce qui a été particulièrement révélateur, c'est que dans « le conflit entre Israéliens et Palestiniens » seulement 26 % des sondés du CFR ont pris position pour Israël.

Ce résultat doit être comparé aux 51 % du grand public (2000 personnes sondées pendant la même période). 16 % des membres du CFR ont pris position en faveur des Palestiniens, comparé à 12 % pour le grand public. 41 % des sondés du CFR ont pris « position à égalité » pour les deux camps, par opposition à 4 % du grand public. 12 % des membres du CFR ne soutenaient ni l'un ni l'autre, contre 14 % pour le grand public. (Q33)

(4) Le CFR ne joue pas de rôle important dans la détermination de la politique états-unienne sur la question israélo-palestinienne. Il n'est pas non plus en phase avec ceux qui la décident. C'est ce qu'exprime de manière frappante les membres du CFR lorsqu'on les sonde sur leur vision de la politique étrangère des États-Unis au Proche-Orient. Le problème, selon 67 % d'entre eux (comparé à 30 % pour le grand public) c'est que les États-Unis favorisent trop les Israéliens, tandis que seulement 2 % (comparé à 15 % du grand public) croient que la politique états-unienne favorise trop les Palestiniens. 24 % des membres du CFR croient que Washington « a trouvé le bon équilibre » comme le pensent 29 % du grand public. (Q34)

(5) L'écrasante majorité des membres du CFR (69 %), pensent que le président Obama a « trouvé le bon équilibre » entre les Israéliens et les Palestiniens, comparé à une petite majorité du grand public (51 %). 13 % des membres du CFR pensent qu'Obama « favorise trop Israël » comparé à 7 % du grand public. Tandis que 12 % pensent qu'il prend partie pour la Palestiniens, une position endossée par 16 % du grand public (Q35).

En ce qui concerne l'Iran, on observe le même fossé entre les élites du CFR et le grand public. Ainsi 64 % des membres du CFR considèrent l'Iran comme une menace majeure contre les intérêts états-uniens, contre 34 % qui ne le croient pas. Ces résultats passent respectivement à 72 % et 20 % pour le grand public. Plus contrasté encore : seuls 33 % des membres du CFR soutiendraient une attaque préventive contre l'Iran si ce dernier se dotait de l'arme nucléaire, alors que 63 % du grand public l'approuveraient (Q7).

Les pourcentages sont presque inversés lorsqu'il s'agit du Pakistan avec 63 % des membres du CFR soutenant une action militaire états-unienne si des « extrémistes ... étaient sur le point de prendre le contrôle du Pakistan » alors que seulement 51 % du public approuverait une telle action (Q24).

Ces résultats sont une indication supplémentaire de l'influence israélienne dans les médias de masse : elle a érigé l'Iran [stable et militairement non-nucléaire] en une menace et a minimisé le danger d'un Pakistan instable doté de l'arme atomique.

[1] « Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US », Réseau Voltaire, 25 juin 2004.

[2] Voir à ce sujet les interventions de John D. Antony à la conférence Axis For Peace, organisée par Thierry Meyssan en 2005.

Jeffrey Blankfort,

Journaliste juif états-unien, co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. Ancien directeur du *Middle East Labor Bulletin*.

Jeffrey Blankfort

Source : Réseau Voltaire

le 12 décembre 2009

<http://www.voltairenet.org/...>

1-6 Patrice Bouveret : Qui arme Israël ?

Le Débat Stratégique:

Les violations manifestes du droit international humanitaire auraient dû conduire la communauté internationale depuis déjà de nombreuses années à prononcer un embargo sur les transferts d'armes à l'encontre des acteurs du conflit israélo-palestinien. Ce n'est pas le cas : il n'existe aucune résolution adoptée par le Conseil de sécurité en ce sens. Toutefois, cela ne signifie pas que les États qui transfèrent des armes dans cette région soient exonérés de toute responsabilité.

Les violations manifestes du droit international humanitaire auraient dû conduire la communauté internationale depuis déjà de nombreuses années à prononcer un embargo sur les transferts d'armes à l'encontre des acteurs du conflit israélo-palestinien. Ce n'est pas le cas : il n'existe aucune résolution adoptée par le Conseil de sécurité en ce sens. Toutefois, cela ne signifie pas que les États qui transfèrent des armes dans cette région soient exonérés de toute responsabilité. Les États parties aux Conventions de Genève – lors de la XXVIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge en décembre 2003 – se sont pourtant engagés à « faire du respect du droit international humanitaire un des critères fondamentaux selon lesquels les décisions concernant les transferts d'armes sont examinées ». Reste, que du discours à la mise en œuvre, le chemin est

long ! Ce n'est pas un scoop : les États-Unis sont les premiers fournisseurs en armement de l'État hébreu. En effet, depuis le milieu des années 1970, Israël est devenu le premier pays bénéficiaire de l'aide militaire distribuée par les États-Unis. Une aide qui passe par différents canaux et fait d'Israël le second importateur d'armes états-uniennes, après l'Arabie saoudite. Là où ce statut de « partenaire privilégié » est problématique, c'est qu'il n'est assorti d'aucune condition alors que l'importance de ces transferts – financiers, technologiques, etc. – pourrait justement servir de levier pour amener Israël à respecter au minimum les règles du droit international quant à l'usage de la force militaire. L'Union européenne ne fait pas vraiment mieux. C'est en partie pour réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis qu'Israël s'est tourné vers les producteurs européens. Dix-sept États sur les vingt-sept exportent, à des degrés divers du matériel militaire en direction d'Israël. Certes, en part de marché, elle se situe loin derrière les États-Unis : 5,7 % contre 94 % sur les cinq dernières années. Pour autant, les exportations d'armes européennes sont soumises depuis 1998 à un code de conduite – devenu juridiquement contraignant en décembre 2008 – qui interdit toute exportation en direction d'États ne respectant pas certaines normes notamment en matière de droit international, de droits de l'homme, où étant en conflit, etc. Et de fait, exporter du matériel militaire vers Israël est en totale contradiction avec ces principes européens. Cela devrait soulever non seulement des problèmes éthiques et juridiques de taille, mais également poser la question de la complicité des États exportateurs...

L'ambiguïté de la France

La France, dans les années 1950 et 1960, était le principal fournisseur de l'armée israélienne. Elle a également contribué à la construction de son industrie militaire et de son arsenal nucléaire. Après une période d'embargo d'une vingtaine d'années, la France a conclu divers accords de coopération militaire et a opéré un retour sur le marché israélien, devenant le premier exportateur européen de matériel de guerre. Il s'agit d'ailleurs d'un échange gagnant-gagnant pour les industries militaires des deux États dans la mesure où la France acquiert des technologies israéliennes, notamment au niveau des drones, bénéficiant ainsi d'un retour d'expérience sur du matériel expérimenté dans des combats en zone urbaine... Si on se place sur un plan strictement économique, les échanges militaires sont d'un montant relativement faible : 15,9 millions d'euros en moyenne pour les livraisons sur les cinq dernières années et 18,5 millions d'euros pour les commandes. Soit 0,35 % du total des prises de commandes et 1,2 % des armes vendues par la France sur la zone du Proche et Moyen-Orient entre 2004 et 2008 [2]. Seule la publication d'une liste précise des produits exportés permettrait de mesurer plus précisément la contribution militaire – et la responsabilité – de la France dans les massacres perpétrés par l'armée israélienne à l'encontre des populations palestiniennes. Et, par cette occasion, de vérifier comment les critères du Code de conduite de l'Union européenne sont appliqués. Car, le diable se cache dans les détails et l'enjeu des exportations d'armes ne peut se mesurer à la seule aune de son volume financier.

De nombreux ouvrages sont régulièrement publiés sur le contexte politique, stratégique, humanitaire, du conflit israélo-palestinien. Un domaine est souvent absent – tout particulièrement en langue française – celui de l'analyse de la « question militaire » et plus spécifiquement de la fourniture en armes. D'où l'intérêt de ce livre, centré principalement sur l'étude des transferts d'armements vers Israël :

Qui arme Israël et le Hamas ? La paix pass(é)e par les armes ?

Patrice Bouveret, Pascal Fenaux, Caroline Pailhe, Cédric Poitevin

Coordination : Danièle Fayer-Stern et Marc Schmitz

Co-édition : Grip (Bruxelles), Observatoire des armements/CDRPC (France) et Amnesty International (section belge)

136 pages. Disponible en librairie ou auprès de l'Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon (contre un chèque de 12 euros, port compris).

Pour en savoir plus : www.obsarm.org

[1] Selon les informations fournies dans la dernière édition du *Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008*, disponible sur le site : www.defense.gouv.fr

[2] Cf. le rapport *Fuelling conflict : Foreign arms supplies to Israel/Gaza* publié le 23 février dernier par Amnesty International, pp. 12-13 (AI Index : MDE 15/012/2009).

<http://www.cirpes.net/article300.html/>

[Patrice Bouveret](#),

30 novembre 2009

<http://tunisitri.wordpress.com/2009/12/19/qui-arme-israel/>

1-7 Penny Cole : Israël privatise l'occupation.

L'occupation israélienne des territoires palestiniens est devenue une entreprise commerciale d'accaparement de la terre et du travail, avec toute la sécurité, les justifications politiques ou religieuses désirées, lesquelles ne sont rien de plus qu'un écran pour cacher les profits.

Les Palestiniens sont confrontés à un « *paradoxe politique mortel* », explique Salwa Alenat, de [Kav LaOved](#) (Service téléphonique d'assistance des travailleurs) lors d'une réunion à Londres pour un débat sur les profiteurs de l'occupation israélienne.

Ils n'ont pas de travail dans les zones de l'Autorité palestinienne où il y a une flambée du chômage et ils se retrouvent en conséquence obligés de travailler à la construction des colonies ou incités à cultiver des terres volées.

Autour de chaque colonie illégale, des produits agricoles sont cultivés en utilisant un travail palestinien sous-payé et exécuté dans des conditions épouvantables. De plus, les nouvelles zones industrielles, construites et fonctionnant en toute illégalité, utilisent les Palestiniens comme une main-d'œuvre bon marché, et notamment des enfants.

Après 14 ans de batailles juridiques, la Haute Cour israélienne a fini par statuer que la législation israélienne pour la protection du travail s'appliquait aussi dans les colonies, mais cette législation est grandement ignorée et rien n'est tenté pour la faire appliquer.

Quelque 30 000 Palestiniens travaillent en agriculture dans la vallée du Jourdain, gagnant souvent moins d'un tiers du salaire minimum. Des colons propriétaires y exploitent des vergers de dattiers et refusent toute responsabilité pour les accidents du travail, la protection sociale ou toute indemnisation.

Les travailleurs sont hissés par nacelles en haut des palmiers tôt le matin, et ils y sont laissés pour travailler dans la chaleur du jour, sans moyen pour redescendre. Ils vaporisent les dattes d'hormones et de pesticides sans qu'on leur fournisse les équipements pour se protéger.

Et puis, il y a les zones industrielles. Salwa Alenat, dont l'organisation basée en Israël défend les droits des Palestiniens et des travailleurs émigrés, nous cite l'exemple d'une usine accolée au mur illégal construit à l'intérieur de la Cisjordanie. Les salariés ne peuvent entrer et sortir qu'à des heures précises, dit-elle, décrivant l'entreprise comme une prison pour ses 500 salariés. Et il n'y a pas que les employeurs israéliens, il y a aussi des chefs de gangs palestiniens qui en profitent et les exploitent.

L'Autorité palestinienne affirme que c'est là une question politique mais que de plus en plus les Palestiniens tentent de s'organiser pour se battre pour leurs droits de travailleurs, « *indépendamment des décisions politiques prises ici ou là,* » explique Salwa.

Dalit Baum, dont l'organisation *Qui profite ?* a listé les entreprises qui sont impliquées dans l'occupation, dit qu'alors que les médias israéliens n'arrêtent pas de pleurer sur « *le coût de l'occupation* », celle-ci est la source d'énormes profits pour les couches les plus riches de la société israélienne.

L'application accélérée de la politique néolibérale par les gouvernements israéliens successifs fait que des entreprises autrefois nationalisées sont devenues des sociétés privées avec des interférences dans le monde entier. Ces sociétés exploitent impitoyablement les territoires occupés.

Les noms dont il faut se méfier :

27 sociétés israéliennes au total opérant dans les colonies et exportant vers le Royaume-Uni ont été identifiées :

Fruits et légumes et plantes aromatiques fraîches : Agrexco, Arava, Flowers Direct, Hadiklaim, Mehadrin Tnuport Export

Autres produits alimentaires : Abady Bakery, Achdut, Adumim Food Additives/Frutarom, Amnon & Tamar, Oppenheimer, Shamir Salads

Boissons : Adanim Tea, Soda-Club, Tishbi Estate Winery

Produits de beauté : Dead Sea Laboratories, Intercosma

Produits pharmaceutiques : Fermentek

Produits en plastique : Keter Plastic, Tip Top Toys, Twitoplast

Produits métalliques : DiSTek, Mul-T-Lock, Yardeni Locks

Produits textiles : Caesarea Carpets, Dispobud, Ofertex

Autres produits : Greenkote.

L'occupation a été privatisée et certaines sociétés sont en cours de privatisation, entre autres GS4, anciennement du Groupe 4, et ses filiales israéliennes Hashmira. Il s'agit-là de l'un des plus gros employeurs dans l'Etat d'Israël qui a été soumis à un examen minutieux par le parlement israélien pour violations présumées des droits du travail de milliers de ses salariés.

Les entreprises de sécurité ont favorisé l'une des plus sinistres évolutions en matière de surveillance et de techniques et équipements de contrôle ; ceux-ci étant testés sur les Palestiniens et commercialisés ensuite à travers le monde.

Des drones sans pilote qui peuvent à la fois photographier et tirer sur les Palestiniens ; des drones-bateaux qui ciblent les pêcheurs palestiniens, des drones-bulldozers fabriqués par Caterpillar avec lesquels des soldates israéliennes, depuis un bureau, n'importe où, rien qu'en se servant d'une simple manette, peuvent écraser et démolir les maisons palestiniennes.

La Cisjordanie est devenue un dépotoir énorme. Tous les déchets médicaux toxiques d'Israël y sont déversés. Même les pierres de Cisjordanie sont volées. La société transnationale Hanson est partie prenante dans une entreprise d'extraction et de concassage de pierres destinées à la fabrication du ciment.

Parallèlement à cette occupation impitoyable, illégale et économique, s'opère une transformation de l'Etat d'Israël lui-même.

Un exemple de cette évolution est le sort du mouvement syndical sioniste, Histradout, qui fut la force motrice de la construction de l'Etat israélien après 1948. En 1983, il avait 1 600 000 adhérents, plus d'un tiers de la population globale et environ 85% des salariés.

Il était le deuxième plus gros employeur du pays, tant dans l'industrie que dans le secteur public. Aujourd'hui, après dix ans de privatisations, il arrive tout juste à 650 000 adhérents.

Il n'y a pas que les travailleurs migrants arabes à être maltraités en Israël. Les migrants thaïs, philippins et chinois, après avoir payé à des agents jusqu'à 10 000 dollars pour entrer en Israël, n'ont pas le droit de changer d'employeur et sont exposés à l'expulsion s'ils perdent leur boulot. Ils ont reçu un permis de travail à durée limitée

et se retrouvent donc dans l'illégalité à l'expiration de cette durée, obligés de passer au travail clandestin. Et le cycle se renouvelle avec une importation continue de lots de main-d'œuvre fraîche de l'immigration. Kav LaOved assiste tous les salariés sous-payés et exploités et affirme qu'il y a de plus en plus de demandes sur le service d'assistance téléphonique des travailleurs juifs, pour la plupart des migrants récents, qui recherchent de l'aide.

Cette privatisation et cette globalisation de l'Etat israélien ont été impulsées par le Premier ministre Benjamin Netanyahu pendant son premier mandat de Premier ministre de 1996 à 1999. Pour son mandat en cours, il a mis une priorité à suivre le même processus pour ce qui concerne les territoires occupés.

Netanyahu veut substituer ce qu'il appelle « *la paix économique* » au processus de paix. Un exemple de la façon dont cela fonctionne est la ville de Jénine, ville palestinienne aujourd'hui totalement encerclée par le mur illégal. Les Palestiniens de l'autre côté se voient proposer des laissez-passer d'une journée de shopping pour entrer à Jénine et y dépenser leur argent.

Pendant ce temps, l'économie palestinienne est sans cesse entravée par des restrictions et l'isolement, par des saisies de terres et des agressions, et reste totalement dépendante d'Israël pour toute activité commerciale. Avec le néolibéralisme aux commandes en Israël et dans les territoires occupés, il n'a jamais été aussi clair qu'il existe une communauté d'intérêts entre les salariés de toute la région, quelles que soient leur nationalité, leur religion ou leurs races.

La plus grande menace, pour les riches mondialisés d'Israël et leurs représentants politiques, serait la solution à un Etat unique, où les travailleurs pourraient s'unir dans un même combat pour une démocratie véritable et un pouvoir économique.

Penny Cole –

ROR Coalition/BDS

25 novembre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7746

1-8 Chomsky: Israël est 'une base militaire US'.

Le renommé analyste en sociopolitique Américain, Noam Chomsky, a déclaré qu'Israël sert de principale base de stockage d'armes de Washington dans le Moyen-Orient.

« Israël est essentiellement une base militaire Américaine, les USA y entreposent leurs armes, c'est une relation militaire et du renseignement très étroite, » a indiqué l'universitaire juif à Press TV Mercredi tout en expliquant la complexité des relations entre Washington et Tel Aviv.

Commentant sur les armes qu'Israël a reçu des USA avant de lancer son offensive sur la bande de Gaza de 2007-2008, Chomsky a indiqué que l'échange d'armes entre les deux partis n'était pas étonnant. « [Israël] reçoit constamment des armes. En fait, des armes ont été envoyées pendant l'invasion de Gaza. Ils ont essayé de les envoyer, Ils étaient censées les envoyer à partir de la Grèce, et la Grèce à refuser de les acheminer a-t-il dit.

« Quand le Pentagone a été questionné à ce sujet, ils ont répondu (je pense correctement) que les armes n'étaient pas envoyées pour l'invasion de Gaza qui était en cours, avec les armes des USA naturellement ; en revanche, les USA plaçaient des armes en Israël, » a-t-il ajouté.

Le professeur, qui participait à une interview avec Press TV après avoir donné un discours à la Boston University, a dit que bien qu'Israël ait une influence concernant la politique étrangère des USA, elle doit encore agir dans les limites de ce que Washington admet.

« Prenez par exemple les menaces israéliennes contre l'Iran ou les menaces des USA à ce sujet, qui si on regarde bien représentent une violation de la charte de l'ONU, » a indiqué Chomsky.

« L'été dernier en 2008, juste en plein milieu des élections présidentielles... Les lobbyistes Israéliens ont essayé de pousser très fort par une résolution au Congrès, à appeler à un blocus contre l'Iran, ce qui aurait été essentiellement un acte de guerre.

« Ils ont infléchi un grand nombre de Sénateurs... et tout d'un coup plus rien, vraisemblablement ce qui s'est produit est que la Maison Blanche... a voulu s'entretenir avec eux (les lobbyistes Israéliens), du coup ils ont fait marche arrière, ce qui s'est produit à plusieurs reprises, Israël ne peut pas aller au delà de ce que les USA autorisent, » a-t-il ajouté.

Pendant son discours à la Boston University, le renommé professeur a également averti de la menace que les USA et Israël pose pour le monde et a dit que les gens peuvent avoir plus à craindre de ces deux là que de ceux que Washington essaye d'associer au terrorisme.

« [Les USA et Israël] uniformément et régulièrement... recourt à l'usage de la force et à la menace par la force... effectuent des agressions régulièrement et de façon répétée... envahissent d'autres pays, occupent d'autres pays, [et] invoquent la terreur et violence, » a-t-il dit.

Noam Chomsky

10 Décembre

<http://www.presstv.ir/detail.aspx?id=113360§ionid=3510203>

http://www.alterinfo.net/Chomsky-Israel-est-une-base-militaire-US_a40216.html

1-9 PCL : L'année 2009 se termine sur des développements dramatiques dans tous les domaines de la vie et sur tous les plans.

Extrait

Analyse et perspective

Le Parti communiste libanais face à la crise

L'année 2009 se termine sur des développements dramatiques dans tous les domaines de la vie et sur tous les plans.

- D'abord, et après une accalmie de courte durée, les Etats-Unis ont repris les cris de guerre, accompagnés du renforcement de leur présence militaire dans plusieurs régions du monde (dont, essentiellement, l'Amérique latine et l'Afghanistan).
- De son côté, Israël continue à ignorer les résolutions des Nations Unies (Rapport Goldstone sur les crimes de guerre israéliens à Gaza) ainsi que les positions exprimées par l'opinion internationale à propos de la colonisation des terres palestiniennes et du blocus de Gaza. Il profite de l'appui inconditionné des Etats-Unis pour menacer le Liban, la Résistance libanaise et la Syrie.
- Concernant la crise capitaliste, elle continue à menacer le monde entier. Ses dangers vont s'aggravant : augmentation de la pauvreté et du chômage, effondrement de bourses, faillites et banqueroutes...
- Ces développements dramatiques ont leurs répercussions sur le Liban : augmentation de la dette publique, exacerbation du chômage, extension de la pauvreté. Sans oublier les dangers contenus dans les directives du programme du nouveau gouvernement.
- Enfin, à noter que le Parti Communiste libanais a intensifié ses luttes et ses actions pour faire face à cette situation de crise.

I. La situation internationale et les possibilités d'une nouvelle agression israélienne

1.

Durant le dernier trimestre de 2009, la situation internationale fut caractérisée par le retour de l'administration des Etats-Unis à des politiques que certains avaient prêché la disparition à la suite du départ de G. W. Bush de la Maison blanche.

En effet, l'administration de Barak Obama mène des offensives militaires dans toutes les régions du globe : elle supervisa le putsch au Honduras, renforça sa présence et ses bases militaires en Colombie, poussa le gouvernement colombien à des actes de provocation sur les frontières avec le Venezuela et mit de côté les promesses faites en ce qui concerne la diminution des mesures du blocus contre Cuba.

De plus, elle renforça sa présence armée en Afghanistan (30 000 soldats) et dans l'Océan indien, en général, mais surtout dans le Golfe arabe, à proximité de l'Irak (où les explosions ont repris de plus belle, fauchant, quotidiennement, des centaines de morts et de mutilés) et de l'Iran (qui vit une instabilité continue, en plus du retour au problème de sa production nucléaire).

Il faut dire que le discours de Barak Obama à Oslo a bien exprimé ces nouvelles directives ; n'a-t-il pas dit que « Quelquefois, les nations ont besoin de mener des guerres », ajoutant que les « guerres ont un rôle à jouer pour le maintien de la paix » ?

2.

De plus, les Etats-Unis continuent à procurer leur appui à la politique d'Israël, tant contre les Palestiniens que contre les autres peuples arabes ; ce qui constitue une menace certaine, non seulement contre la paix dans la région, mais aussi la paix mondiale.

Israël n'a pas seulement rejeté la position prise par la majorité écrasante des Etats, représentés aux Nations Unies, contre les crimes commis par l'armée israélienne lors de la dernière agression contre Gaza (le vote pour le rapport Goldstone), mais il continue son blocus autour de cette région, interdisant l'arrivée des vivres et des médicaments à ses habitants.

Il faut dire qu'il tire aussi profit de la coopération des autorités égyptiennes qui ont décidé de fermer ce qui reste comme passages souterrains entre leurs territoires et ceux de Gaza.

Pendant ce temps, le gouvernement israélien poursuit son œuvre de « judaïsation » d'Al Qods (Jérusalem) et de colonisation de nouvelles terres palestiniennes (sur lesquelles elle érige de nouveaux villages).

Bien plus. Netanyahu a pris la décision de donner un appui financier rapide (41 millions de dollars) à quelques 110 000 colons, dans le sein d'un plan généralisé où il est prévu d'accorder un milliard de dollars à un million et demi de colons vivant, actuellement, dans les régions palestiniennes.

Cette décision fut prise au moment même où le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se déclarait pour la création d'un Etat palestinien et contre la « judaïsation » d'Al Qods...

Il faut dire qu'Israël ne craint rien du côté européen, puisque l'UE n'a jamais cessé de porter aide et assistance à cet Etat : bien au contraire, elle exécute à la lettre les traités lui donnant la priorité.

3.

Quant à la politique américano israélienne dans la région arabe, en général, on doit noter qu'elle est revenue à sa tendance première d'escalade, surtout contre les armes de la Résistance national au Liban et le rôle joué par le Hezbollah dans cette Résistance.

C'est que Netanyahu est revenu aux menaces contre tout le Liban, parce que le Hezbollah fait partie intégrante du nouveau gouvernement.

A cela s'ajoutent les milliers de violations israéliennes de la résolution 1701 du Conseil de sécurité (2006) qui ne

suscitent aucune réaction de la part de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) qui ont été « renforcées » afin de pouvoir empêcher les infractions sur les frontières !!!

Et, nous ne devons pas, non plus, oublier les manœuvres militaires (quatre, depuis août) près des frontières, dont celle exécutée au début du mois de décembre 2009 sous le titre « Comment répondre aux missiles qui seraient lancées à partir du Liban ? » ; ce qui laisse présumer que Tel Aviv prépare, à travers ses « cellules dormantes », des actions suspectes qui justifieraient une nouvelle guerre ou, tout au moins, des raids contre l'infrastructure et les civils, comme cela s'est passé durant l'été 2006.

II. La crise capitaliste internationale et ses répercussions : De Washington à Dubaï

Sur le plan de la crise économique et financière vécue par le capitalisme, une nouvelle étape, plus dangereuse que la précédente, vient de commencer.

En effet, les banques étasuniennes, qui avaient reçu des aides énormes afin d'asseoir leur situation, sont de nouveau au bord de la faillite (on parle d'une centaine de banques en crise grave). Ces faillites auront des répercussions mortelles sur les petits et moyens épargnants, non seulement aux Etats-Unis, mais sur l'ensemble de la Planète.

Dans le monde arabe, où la domination de Washington est presque complète, tant sur le plan militaire que sur ceux de l'économie et des finances, les répercussions de la nouvelle vague sont les plus marquantes, parce que Washington ne s'était pas contenté des quelques 1200 milliards de dollars pris dans les caisses des pays arabes pétroliers ; il voudrait aussi étancher la seconde étape de la crise avec le même argent (on parle de quelques 1000 autres milliards) et, en même temps, contrôler tout le marché du pétrole en Irak, dont une partie vient de lui échapper ; voilà pourquoi l'Irak vit, de nouveau, à l'heure des explosions, après que son gouvernement ait accordé des concessions pétrolières à la Russie et à la Chine.

A cela, il ne faut pas oublier d'ajouter les informations qui disent que derrière la crise des dettes vécue par Dubaï on voit se profiler l'ombre de Washington. Parce que l'administration des Etats-Unis voudrait stopper, dit-on, « l'infiltration » iranienne dans le monde capitaliste, qui se fait par la voie de Dubaï...

De plus, la poursuite et l'extension de la guerre civile, entre Sunnites et Chiites, au Yémen et l'ingérence de l'Arabie saoudite dans le conflit présagent des changements dans toute la région du Golfe, surtout que les Etats-Unis vont mettre tout en œuvre afin de régler la situation du pétrole.

Parti Communiste Libanais

Comité des Relations internationales

Beyrouth, le 15/12/2009

<http://libanresistance.blogspot.com:80/2009/12/forces-vives-de-notre-resistance.html>

1-10 Marry Rizzo : Hamas: "ils ne sont pas mauvais, ils sont juste dessinés comme ça".

Dans nombre de pays de l'Ouest, certains partis ou mouvements politiques sont traités comme s'ils provenaient de la Lune ou étaient étrangers à tout corps politique. Leur existence au sein de la population est toujours connotée comme négative, transitoire, quelque chose qui aurait été créé dans une salle de réunion ou en coulisses, imposé à un public rustre incapable de faire la différence entre un vrai programme politique et une rhétorique creuse et simpliste. Ces partis ou mouvement sont dépeints comme s'ils ne s'adressaient qu'aux marges de sociétés démunies de tout organe démocratique « normal », et seraient donc des groupes délabrés qui ne représenteraient qu'un électorat minoritaire. Étant donné leur opposition aux partis préexistants, ils sont marqués d'une étiquette qui servira à les maintenir isolés des structures déjà à l'œuvre, tout ceci visant à détruire le parti ou mouvement par un travail de propagande plutôt que par une analyse de la réalité.

Toute une mythologie a été construite autour du mouvement palestinien de résistance (qui s'est transformé en parti) Hamas. Cette construction a acquis de fait une plus grande légitimité comme interprétation du Hamas que les faits eux-mêmes. Dans la plupart des médias occidentaux, qu'ils soient de gauche ou de droite, et dans quelques médias « modérés » des pays arabes, le nom même du parti est couplé à des termes comme « fondamentaliste », « radical », « terroriste ». De toute évidence, cela sert à créer un réflexe de peur qui empêchera que le mot soit évalué de façon critique et objective. L'auditeur identifiera immédiatement le Hamas avec une connotation négative, ce qui l'exemptera de sa responsabilité de comprendre qu'il s'agit d'une manipulation de la réalité. L'auditeur est censé accepter les affirmations que le Hamas est « anti-démocratique » et « fanatique ». C'est ensuite un jeu d'enfant de convaincre l'auditeur que le Hamas est Mauvais, qu'il est l'Ennemi de tout ce que Nous représentons (à nos propres yeux la tolérance, la démocratie, la Bonté elle-même). Il devient alors possible d'étendre cette lecture à la conviction que des actions doivent être prises contre eux, qu'ils sont un « cancer dont il faut se débarrasser », comme l'a dit Noa, la pacifiste institutionnelle de service.

Comme éradique-t-on un cancer, une fois qu'il a été diagnostiqué ?

Par l'ablation ou le bombardement. Pour traiter un cancer, on « bombarde » même les parties saines du corps avec des produits chimiques, en attendant de voir si, après la bataille, le corps conserve encore suffisamment de parties saines pour permettre que l'organisme continue d'exister. Une fois que vous avez mis dans la tête de millions de gens l'idée que la destruction est une bonne chose parce que l'ennemi est très malin et qu'il ferait énormément de dégâts s'il continuait d'exister, on estime que le risque de pousser l'organisme tout entier à sa tombe en l'affaiblissant considérablement vaut la peine d'être couru.

Comment en est-on arrivé au fait que le monde se laisse ainsi berné et permette qu'Israël détruise Gaza pour « se débarrasser du Hamas » ?

C'est très simple, et c'est toujours la même réponse : Israël et ses alliés font dans la désinformation. Ceux qui iront légèrement sous les manchettes grandiloquentes des journaux découvriront quelques faits enfouis qui contredisent le titre, mais il n'y a pas beaucoup de gens qui iront aussi loin, étant donné qu'ils sont confrontés à quelque chose qui comporte un élément de vérité profondément enterré.

Comme si cela n'était déjà pas suffisamment problématique, même les « progressistes » n'ont pas démerité pour rendre le Hamas intouchable. Ils peuvent aller jusqu'à l'accepter comme un « mouvement de résistance », mais ils ne permettront pas à leur parti-pris idéologique personnel de voir le Hamas comme une force de progrès pour l'avancement de son propre peuple. Peut-être par conviction, convenance ou même manque de recherche, ou par un aveuglement qui ne permet aucune variante au thème de la lutte des classes, où tout est « international » et où le même type de règles et d'idéaux sont considérés comme applicables et nécessaires à tous, allant, dans certains cas, jusqu'à « importer la démocratie » sous diverses formes plus ou moins agressives.

Ces gens, dont beaucoup sont armés de bonnes intentions, ont mâché, avalé et recraché quelques-uns des mensonges éhontés et des distorsions qui font partie de la mythologie créée par les adversaires du Hamas, en Israël et à l'Ouest principalement.

Quels sont les éléments constitutifs de cette mythologie ?

1) Le Hamas a été créé par le Mossad israélien.

2) Le Hamas représente une portion marginale des Palestiniens.

3) Le Hamas est devenu juste assez démocratique pour pouvoir obtenir une certaine légitimité pour ensuite s'emparer des Territoires palestiniens et les transformer en un État islamique.

4) Leur victoire aux élections ne fut rien de plus qu'un vote de protestation contre la corruption du Fatah.

5) Le Hamas est composé d'un tas d'analphabètes et ses électeurs se sont laissés entraînés par leur propre ignorance.

6) Le Hamas est un groupe fondamentaliste et donc inflexible et incapable de toute modification ou évolution. La Charte souvent citée est utilisée contre lui pour souligner qu'ils ne sont qu'un groupe radical, destructif, tendu vers la Guerre Sainte.

7) Le Hamas ne cherche à faire aucun compromis avec les autres partis politiques ou factions palestiniens et est donc un élément de division qui empêche l'unité du peuple.

8) Le Hamas œuvre à endoctriner son peuple avec une propagande haineuse, pour l'utiliser comme chair à canon.

9) Le Hamas est un groupe terroriste qui n'existe que grâce au financement de « régimes fondamentalistes »

Que le Hamas ne soit qu'un mouvement de résistance a été clairement démenti par les élections, mais cela semble être le postulat sur lequel les activistes peuvent se regrouper pour se permettre de le tolérer, tout en souhaitant sa disparition rapide. Il n'est alors pas considéré comme ayant un véritable héritage en tant que partie politique qui pourrait être comparé à ceux des « nations démocratiques » de la « communauté internationale », et ainsi, l'analyse peut rester à un niveau élémentaire se prêtant à des généralisations hâtives.

Je prie mes lecteurs de bien vouloir me pardonner tous ces guillemets, mais ces mots deviennent vraiment ironiques et vides de sens réel lorsqu'ils sont appliqués aux objets désignés par les docteurs ès-manipulation d'information, dont la tâche consiste à faire le jeu des puissances hégémoniques. Comment la minorité d'une poignée de nations qui s'opposent systématiquement à la volonté du reste de la communauté mondiale à l'ONU peut-elle être considérée comme la « communauté internationale » ? C'est un club de gamins qui exclut pratiquement tout le monde. Comment un pays qui met aux affaires le candidat qui a obtenu le plus petit nombre de votes peut-il être appelé une « démocratie » ? C'est lorsque nous commençons à nous poser des questions sur nos propres fondements que nous pouvons détecter qu'il y a beaucoup de connivence à présenter toute opposition comme l'ennemi et étrangère aux paradigmes qui nous paraissent être au cœur de nos attentes sur la façon d'instaurer un monde juste et équitable.

Il est temps de dissiper quelques-uns de ces mythes avec des faits.

1) Le Hamas n'a pas été créé par le Mossad. Bien qu'Israël aime s'attribuer le mérite de bien des choses, celle-ci n'est pas de leur fait. L'Islam politique est présent en Palestine depuis le début des années 40, dans la Palestine mandataire, et le Hamas est né au sein des Frères Musulmans (Ikhwan), auxquels était officiellement affilié nombre de ses premiers dirigeants. C'est l'expérience de la condition de réfugiés qui a transformé le Hamas en un élément plus autonome, avec une base nationaliste particulière, résultat naturel de la situation humaine urgente et réelle de déplacements et de perte d'identité culturelle et nationale. Ce groupe a eu des relations étroites avec la base égyptienne, et les premiers bureaux de l'Ikhwan en Palestine furent ouverts à Gaza en 1945, dirigés par un membre de l'une des plus importantes familles de la région, Sheykh Safer al-Shawwa. Pendant la première guerre arabo-israélienne, des volontaires islamistes ont renforcé les rangs, venant principalement de Jordanie et de Syrie, et ce soutien a montré aux réfugiés que l'Ikhwan avait le courage de se défendre, même pendant la « guerre d'indépendance d'Israël ». Le nombre croissant de réfugiés a donné une identité et une motivation plus fortes au mouvement islamiste en Palestine. Par conséquent, dans la société civile et dans la population en général, il n'était nul besoin d'une motivation venant d'une autre source pour pouvoir jurer : « Je jure d'être un bon Musulman dans la défense de l'Islam et de la terre perdue de Palestine. Je jure d'être un bon exemple pour la communauté et pour les autres. » Telles étaient les paroles prononcées par ceux qui juraient loyauté à l'Ikhwan en Palestine (source : Beverly Milton Edwards, Islamic Politics in Palestine, p. 43). L'Ikhwan local avait son propre programme, défendre sa terre perdue. Le fanatisme, l'influence extérieure ou même la

propagande n'étaient pas nécessaires.

Les réfugiés eux-mêmes étaient la preuve vivante des horreurs et de la souffrance de la déportation.

L'identification comme partie d'un mouvement international fut concomitante à la reconnaissance de la particularité de l'expérience palestinienne. La création officielle, le 9 Décembre 1987, ne fut que l'aboutissement d'une organisation à l'œuvre depuis des décennies. La résistance islamique organisée fut ensuite utilisée lorsque la situation s'est précipitée de façon spectaculaire en 1967 et une nouvelle génération de réfugiés est née. Pour cette génération, le retour à l'Islam fut considéré comme une nécessité pour l'avenir moral et politique d'un peuple qui avait été littéralement détruit. Beaucoup ont vu la cause de la Nakba comme le résultat de la distanciation d'une société normale, la société palestinienne, dont les valeurs éthiques, religieuses, culturelles et traditionnelles avaient été dévastées par l'occupation, et la descente vers davantage de dégradation, de pauvreté, de privation des droits civiques, et l'instabilité sociale furent considérées non seulement comme le résultat de l'occupation, mais comme une partie de sa cause.

La « communauté internationale » n'est pas venue au secours de ces gens, le reste de la Ummah n'a pas pris part à leur lutte nationale, en grande partie parce qu'ils n'étaient pas directement concernés, ou qu'ils aient même été interdits d'y participer. La douleur extrême et la honte de perdre son pays furent à l'époque un élément nouveau dans une région où la colonisation précédente avait évité d'expulser les habitants autochtones, et jeter dehors les usurpateurs n'était pas compliqué par la perte totale de racines et d'un territoire.

La base de la dimension formelle du Hamas était ainsi présente depuis des décennies avant sa naissance officielle. Pour fonctionner sous le joug de l'occupation, ces groupes organisés existants ont créé pour leur population des associations caritatives et de bienfaisance. Israël a toléré ces institutions dans les Territoires Occupés et leur a concédé quelques espaces d'exploitation en leur octroyant des licences. Comme l'a dit le Général Yitzhak Sager dans un entretien avec le International Herald Tribune en 1981, le gouvernement israélien « [...] a donné de l'argent que le gouverneur militaire a alloué aux mosquées [...], les fonds ont été utilisés tant par les mosquées que par les écoles religieuses, dans le but de renforcer un projet qui contrasterait avec celui de la Gauche qui était favorable à l'OLP. » Si Israël a trouvé quelques motivations à s'impliquer, ce fut réellement dans le sens de « diviser pour régner » ; un peu de tolérance, un peu de soutien économique aux diverses associations religieuses pour voir si une opposition aux nationalistes de l'OLP se développerait. Israël ne cherchait en fait que le moyen d'affaiblir l'OLP, qui jouissait d'un soutien certain en Occident, et les Israéliens n'ont ni financé ni fourni un financement important, ni en aucune façon influencé un mouvement qu'ils pourraient d'une manière ou d'une autre infiltrer ou contrôler. C'est de la pure mythologie. Pourquoi donner à Israël un crédit qui ne lui revient pas ?

2) Que Hamas ne représente qu'une partie marginale des Palestiniens est un autre mythe à déboulonner.

Il est bien entendu exact que tous les Palestiniens ne sont pas des réfugiés, de même qu'il est exact que la quasi-totalité des dirigeants du Hamas sont nés en exil ou qu'ils ont été soumis, à un moment donné, à l'expérience de l'expulsion et de la perte de leurs maisons et de leurs biens. Il s'agit de l'expérience palestinienne centrale, et il est vrai que même les (quelques) Palestiniens qui n'ont pas été déracinés s'identifient à la perte de leur identité culturelle et nationale, et tous savent que leurs aspirations nationales et la cohésion en tant que groupe ont été détruites par Israël. Ainsi, même un mouvement ou un parti qui a sa propre identité dans les camps de réfugiés et en exil ou dans ses racines religieuses, est reconnu comme un représentant intrinsèque, légitime et naturel des Palestiniens dans leur ensemble. Ils ont même obtenu un vote majoritaire dans des secteurs de Cisjordanie qui n'étaient pas considérés comme des bastions du Hamas, comme ils ont eu les voix de nombreuses régions chrétiennes.3) Que le Hamas se soit « juste suffisamment démocratisé » pour pouvoir mettre son pied dans la porte, première étape pour imposer un État islamique sur l'ensemble de la Palestine est un mythe très largement répandu, en particulier dans les cercles progressistes qui ne reconnaissent pas la popularité du mouvement, ou qui ont un préjugé idéologique contre tout mouvement religieux. Il y a beaucoup à dire en faveur de la séparation de l'Église et de l'État, mais ce n'est évidemment pas un postulat qui peut être imposé de loin, et de plus, de nombreux niveaux de séparation sont à prendre en considération. Ceux qui souscrivent à l'argument que le « Hamas gagne du temps avant d'introduire la Sharia » ont tendance à nier qu'une démocratie a certaines caractéristiques, et que ce n'est pas nécessairement un synonyme de « laïcité ». Lorsque le mot « démocratie » est appliqué correctement, il a certaines caractéristiques que le Hamas réunit. Il jouit d'un consensus populaire. Il a une structure interne autonome et reconnue comme légitime par ses électeurs.

Il suit les règles des élections, réunissant les conditions de participation. Une fois élu, il assume son rôle au sein du système existant, n'a pas renversé ou organisé des coups d'État contre les structures établies. C'est un mouvement politique avec plusieurs factions (certaines d'entre elles armées, comme c'est le cas de nombreux partis dans des pays sous occupation, le Fatah inclus), avec une histoire et une organisation. Un large débat existe parmi ses membres, y compris ceux qui sont des prisonniers politiques, avant de prendre des décisions, et la majorité décide des actions à mener. Ce qui le différencie des partis que les Occidentaux connaissent, c'est que les dirigeants au plus haut niveau n'assument généralement pas des rôles d'administration. Ce qui est compréhensible dans un parti où de nombreux dirigeants sont systématiquement assassinés par Israël. Que le directeur politique actuel, Khaled Meshaal, soit obligé de vivre en exil après avoir été victime d'une tentative d'assassinat en dit plus sur cette situation anormale que beaucoup de mots.

4) Que la victoire du Hamas aux élections du Conseil Législatif ne fut rien d'autre qu'un vote de protestation (encore une autre théorie favorite de la gauche) fut brillamment contredite par Paola Caridi dans son très bon livre (en dépit du sous-titre sensationnaliste), Hamas, What it is and what the Radical Palestinian Movement Wants, publié par Feltrinelli et disponible seulement en Italie pour le moment.

Ci-dessous la traduction d'un certain nombre de paragraphes qui traitent de cette question.

« Il y a une raison politique précise pour laquelle la majorité des Palestiniens a voté pour le Hamas. C'est une raison qui a trait à la décision officielle prise par le mouvement islamique le 23 janvier 2005 (un an avant les élections législatives, ndt) : une trêve unilatérale, décidée avec le Jihad Islamique (qui l'a rompu à plusieurs reprises), qui transformait les paroles en actes : que ce serait la fin d'une saison d'attaques suicides lancées par le Hamas à l'intérieur d'Israël, dans les limites de l'armistice de 1949, en d'autres termes l'Israël à l'intérieur de la Ligne Verte. La fin des attaques suicides dans les villes israéliennes, mettant substantiellement fin à l'Intifada aussi comme choix participatif (du Hamas) est interprétée par la population palestinienne comme une proposition politique précise : une alternative à ceux qui l'avaient gouvernée et contrôlée, ayant l'hégémonie jusqu'à ce moment là. Une proposition qui pose en même temps de nouvelles limites de facto à la stratégie de résistance du Hamas. Le mouvement islamiste n'a donc pas été choisi seulement pour protester contre la corruption, le favoritisme et l'inefficacité du Fatah, qui, en tant que parti, est souvent confondu avec l'Autorité Palestinienne. La corruption, le favoritisme et l'inefficacité qui sont liés, au moins du point de vue temporel, à l'échec des Accords d'Oslo et aux 'faits accomplis' réalisés par les Israéliens. »

« Les gens du Hamas ont été considérés comme des gens sérieux, qui ne s'étaient pas enrichis aux dépens de la population, et qui, en fait, continuaient à vivre dans des quartiers normaux et dans les camps de réfugiés. » (Caridi, p. 171).

5) Une calomnie extrêmement offensive, souvent répétée, est que les partisans du Hamas et ses dirigeants sont une « bande d'analphabètes » ou de « fanatiques religieux ». Le constat que pratiquement tous les dirigeants du Hamas soient (ou furent, le passé est de rigueur étant donné le nombre d'assassinats) diplômés de l'université dans des domaines allant de la médecine à la physique et à la jurisprudence, de l'économie à la théologie, témoigne en lui-même que cette calomnie ne vise qu'à les salir et à les peindre comme des gens qui n'ont lu que des textes religieux et qui sont donc « sous-développés », comparés à d'autres mouvements. L'enseignement a toujours été l'un des piliers du Hamas et de son travail caritatif. Nul besoin de le dire aux Palestiniens, pour qui c'est une réalité ; dans beaucoup de cas, sans ce fondement, ils auraient été laissés pour compte dans ce domaine.

6) L'inflexibilité du Hamas est un autre mythe, évoqué en particulier lorsqu'on parle de la Charte de 1988 (Mithaq). Sheikh Hamed Bitauri, « autorité religieuse de Naplouse », président du Syndicat des Ulemas palestiniens, connu pour ses positions radicales, n'a aucun problème à confirmer que « la Charte n'est pas le Coran. Nous pouvons la modifier. Elle n'est que la synthèse des positions du mouvement islamiste dans ses relations avec les autres factions, et de sa politique. »

Aziz Dweik, fondateur de l'Institut de Géographie à l'Université de Naplouse, qui deviendra plus tard Président du Conseil Législatif Palestinien après les élections de 2006, et qui fut emprisonné dans les geôles israéliennes dès l'été de la même année, a même été plus loin, déclarant la nécessité politique et pragmatique de se distancier de la Mithaq de 1988 à Khaled Amayreh, journaliste palestinien sensible aux positions islamistes, à qui il a dit que « le Hamas ne resterait pas l'otage des slogans rhétoriques du passé comme celui de la 'destruction d'Israël'. » (Khalid Amayreh, "Hamas Debates the Future: Palestine's Islamic Resistance Movement Attempts to Reconcile Ideological Purity and Political Realism", in Conflicts Forum, Nov. 2007, p.4) (Caridi p. 90).

Haniyeh a mentionné en maintes occasions que la Charte avait été dépassée dans sa substance par d'autres documents officiels, dont le plus important est le Programme Électoral de la Liste « Changement et Réforme » (la liste sous laquelle le Hamas a participé aux élections). Ce programme est structuré comme un document qui va bien au delà des besoins d'une campagne politique, selon le dirigeant du Hamas, et il indique la politique du mouvement. Il n'a pas été écrit dans le feu de la révolution de l'Intifada, et il reflète l'évolution du parti. Les changements ne sont pas idéologiques, mais plutôt de nature stratégique et politique. Les positions ont été réitérées tellement de fois lors d'interviews ou d'interventions publiques qu'il semble incroyable que la complexité et la maturité du Hamas ne soient pas évidents pour tout le monde. Il est clair que les membres du Hamas se consacrent toujours à la libération de la Palestine, mais ils tentent d'y parvenir par la réaffirmation des droits du peuple, sachant parfaitement qu'en tant que parti, le Hamas n'est pas équipé pour renverser l'occupation de façon pratique, ni pour détruire ce qu'ils reconnaissent comme une réalité.

Beaucoup d'entre nous, qui suivent les événements du Moyen Orient, espèrent qu'ils ne cèderont pas au pragmatisme au point de reconnaître Israël non seulement comme une réalité, mais comme un « État juif ». Cependant, nous devons observer depuis les coulisses et évaluer les faits. La population de Palestine sera vigilante sur les droits qui auront été abandonnés, si cela arrive, et beaucoup d'entre nous croient que le dos au mur, ils ne capituleront pas et ils ne perdront pas ce qu'ils savent être leur pour des raisons d'opportunité politique. Le Hamas, lui aussi, est conscient de ce fait.

7) Le Hamas a été beaucoup moins scissionniste que son homologue de principe, le Fatah.

Le « coup d'Etat » de Gaza, qui a choqué et attristé le monde, fut en réalité une mesure préventive pour déjouer la prise de pouvoir planifiée par les forces du Fatah fidèles à Dahlan (en collaboration avec Israël). Le fait que le Hamas soit le parti qui a obtenu la victoire, par son propre peuple, n'a jamais été reconnu par la « communauté internationale » qui avait néanmoins poussé à des élections et insisté sur le fait que c'était une nécessité pour les Palestiniens, parce que cette reconnaissance aurait accordé une légitimité à la résistance et serait devenue la politique au sein de l'organe de gouvernement ; le rejet des négociations avec Israël, considérées comme subalternes, et qui étaient la politique du Fatah, avait été officiellement approuvé par le peuple et cela n'aurait été qu'une question de temps avant que le programme ne devienne la politique.

Ainsi, toutes mesures des « forces de sécurité » du Fatah pour s'emparer de Gaza étaient de fait le coup d'État.

Mais en regardant en arrière des événements qui ont été alimentés par la désinformation, on peut dire que le bain de sang tragique entre Palestiniens a empêché le véritable renversement de la démocratie qui aurait eu lieu si Dahlan en avait eu la possibilité. Encore et encore, le Hamas a cherché à travailler avec le parti d'opposition ; ce que ce dernier ne pouvait tolérer, dans le vain espoir que l'avantage économique et politique dont l'a gratifié l'équipe qui tient les manettes lui permettrait de rester au pouvoir, même en l'absence d'un mandat populaire.

8) Il n'est pas nécessaire de faire de la propagande pour montrer aux Palestiniens, dans les territoires occupés et en exil, et même pour nombre d'entre eux à l'intérieur d'Israël, la destruction continue de leur civilisation et de leur peuple. Blocus, bombardements, assassinats, guerres, checkpoints, humiliations, restrictions, séparations des familles, emprisonnements et abus ne sont pas des incidents isolés, mais le pain quotidien de la vie palestinienne. Nul besoin d'inventer une rage contre un ennemi fantasmagorique. Il y en a un, bien réel, qui soumet les gens de tous âges et de toutes conditions à l'humiliation, à la privation et à la mort. Montrer un homme en costume de souris pour insister sur le fait que des enfants sont endoctrinés dans la haine peut très bien marcher sur des masses non informées, mais il suffit d'un coup d'œil à la réalité pour se rendre compte que Farfur (1) est la manière la plus douce pour qu'un enfant assimile qu'il ou elle est un prisonnier condamné à vie à souffrir de la manière la plus atroce, pour être né comme un être inférieur aux yeux des oppresseurs.9) Le pire des diffamations contre le Hamas est celle qui consiste à faire d'eux le symbole du mal : qu'ils sont un groupe terroriste, financé par des « États voyous de l'axe du mal ».

Ayant à l'esprit que leur financement est colossalement inférieur à l'ensemble de l'« aide militaire » et économique fournie officiellement à Israël par les Etats-Unis, le Canada et beaucoup d'autres nations de la « communauté internationale », pourquoi le constat d'un financement étranger serait-il considéré comme inacceptable, alors que c'est simplement la manière dont Israël est maintenu à flot par des milliards de dollars annuels officiels, et dieu seul sait combien d'autres financements affluent par les milliers d'« associations de bienfaisance » qui sont à peine plus que des couvertures pour l'immigration de masse en Israël, pour contrer la croissance arabe ?

Si le sionisme et ses organisations caritatives sont considérées comme légitimes et nobles, pourquoi les organisations islamiques sont-elles mises sur liste noire, et leurs donateurs traités comme s'ils finançaient le terrorisme ? Il y a là deux poids - deux mesures.

Que le Hamas ait rejeté les opérations terroristes contre des civils et l'ait fait au service d'une amélioration réaliste des conditions de vie de son peuple est un fait authentifié, corroboré par rien moins que le Service de la Recherche du Congrès des Etats-Unis, groupe d'experts qui propose sa vision conservatrice et amie d'Israël au Congrès, pour qu'elle devienne une politique.

En fait, dans le document coordonné par Jim Zanotti, « Israel and Hamas, Conflict in Gaza (2008-2009) », nous voyons que la « raison » invoquée pour l'attaque contre la Bande de Gaza, à savoir « la nettoyer du Hamas » et les roquettes tirées sur le territoire israélien, n'était rien d'autre qu'une excuse que l'Occident a bu avec délectation comme si c'était du jus de cerise. Il a été admis que les roquettes extrêmement rudimentaires n'avaient PAS été tirées par le Hamas, et de plus, le Hamas était considéré comme étant capable et désireux de mettre fin aux attaques. Il est significatif que les premières victimes des attaques israéliennes contre Gaza furent les forces régulières de police, qui venaient juste d'être formées, peut-être aussi dans ce but. Zanotti écrit : « Pendant les cinq premiers mois, le cessez-le-feu a relativement bien tenu. Quelques roquettes ont été tirées sur Israël, et, progressivement, le Hamas est apparu comme de plus en plus capable et désireux de mettre fin même à ces attaques. Aucun mort israélien n'a été signalé (bien qu'il y ait eu des blessés et des dégâts matériels) et Israël s'est abstenu de représailles.

« Néanmoins, chaque partie a estimé que l'autre violait les termes d'un cessez-le-feu non écrit. Le Hamas a demandé - sans succès - l'arrêt total des tirs de roquettes et des progrès quant à la libération du caporal israélien Gilad Shalit détenu en captivité par le Hamas.

« Israël a cité des tirs de roquettes sporadiques comme prétexte pour maintenir la fermeture des passages frontaliers et du port de mer de Gaza à pratiquement tout sauf aux fournitures humanitaires de base.

« Le Hamas, et d'autres dirigeants arabes, ainsi que quelques organisations internationales et non gouvernementales impliquées dans l'aide aux civils de Gaza se sont plaints qu'Israël revenait sur ses promesses en vertu de l'accord de cessez-le-feu non écrit.

« Comme si cela ne suffisait pas, l'auteur, qui n'a certainement aucune sympathie pour le Hamas, fait des déclarations sur les suites de la guerre où même Israël admet que le Hamas n'était pas responsable des tirs de roquettes : depuis le début du cessez-le-feu unilatéral d'Israël, le 18 janvier 2009, il y a eu environ 40 lancements sporadiques de roquettes sur le sud d'Israël, beaucoup moins que la moyenne quotidienne avant l'Opération Cast Lead. De plus, des responsables israéliens pensent que des groupes militants palestiniens plus petits, comme le Jihad Islamique et les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, et non le Hamas, ont tiré les roquettes, comme ils l'ont fait pendant le cessez-le-feu (bien qu'il soit possible que le Hamas ait facilité ou donné son accord à ces tirs tout en préservant sa capacité à le nier). »

Ainsi, les Israéliens se sont servis de l'excuse de tirs de roquettes Hamas pour justifier son élimination (en détruisant la totalité de Gaza) par ce qu'ils ont appelé « des opérations militaires », mais le reste de l'humanité sait que ce fut une guerre, tout en sachant pertinemment que le Hamas n'avait ni lancé ni facilité les tirs des roquettes ; toutes les excuses qu'ils sortent de leur chapeau pour justifier leurs actions devraient d'ailleurs tomber dans l'oreille de sourds.

Les plaintes sur la contrebande d'armes par les plus rudimentaires des tunnels devraient être prises avec des

pincettes lorsque nous voyons les crédits du Budget de la Défense pour le programme US-israélien de défense anti-missiles dans ce même Rapport au Congrès. Le Dôme de Fer, la Fronde de David et autre « aide militaire », qui coûtent au citoyen américain des milliards de dollars, sont brièvement décrits.

Pour chaque container de cinq roquettes inefficaces qui est passé en contrebande par un tunnel, les USA envoient une pleine cargaison d'armes et des caisses de devises qu'Israël dépensera pour ces « besoins » militaires. Là aussi, le deux poids-deux mesures fait couler le sang innocent, en violation du droit international et au détriment de votre argent durement gagné. Là encore, extrait du Rapport du Congrès :

« Israël pourrait avoir utilisé des plates-formes d'armes et de munitions achetées aux États-Unis dans ses opérations militaires à Gaza, dont, parmi d'autres, des avions F-15 et F-16, des hélicoptères Apache, et, selon des articles de presse israéliens, des mini-bombes GBU-39 guidées par GPS dont le 110ème Congrès a approuvé la vente suite à une notification de septembre 2008. »

De plus, toutes les trêves unilatérales entre Israël et le Hamas (demandées par le Hamas, pas par Israël) ont été violées, chaque fois par Israël. Dans de nombreux cas, par des incursions dans les Territoires Occupés, que le droit international interdit puisque les populations civiles (même si les « colons » sont partis, Gaza est maintenue sous siège par Israël) doivent être protégées par l'occupant, et non attaquées. Israël, en utilisant des armes et des avions fournis par les bonnes grâces de la population des États-Unis, a bombardé des rues où des cibles (des hommes politiques et religieux qu'Israël qualifie de « militants », si ce n'est pire) avaient été localisées, tuant de manière indiscriminée quiconque se trouvait à portée, y compris des enfants. Si ce n'est pas du terrorisme, c'est que ce mot n'a aucun sens.

Ce ne sont que quelques-uns des mythes en circulation. Ils représentent seulement une partie des mensonges, de la désinformation et de la propagande qui circulent sur l'un des principaux partis palestiniens, né de l'intérieur, se développant comme tous les partis le font, de la base, et légitimé par des élections équitables et légales. Démystifier ces mensonges est un devoir. Il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec l'ensemble du programme du Hamas, mais il faut reconnaître que ses membres sont complètement différents de l'image à laquelle ils ont été réduits. Ce que dit Jessica Rabbit dans le film "Qui a peur de Roger Rabbit" pourrait tout-à-fait s'appliquer au Hamas : « Je ne suis pas mauvais, c'est simplement comme ça qu'on me dépeint. »

Marry Rizzo

Source: [Tlaxcala](#)

01 Décembre

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2412:hamas-ils-ne-sont-pas-mauvais-ils-sont-juste-dessines-comme-caq&catid=7:attention-medias-&Itemid=12

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19